

Rapporteur : M. COULOMBEL

48876

36 - Logement

Habitat - Accession sociale à la propriété

Le lundi 20 novembre 2023 à 14h19, les membres du Conseil départemental, régulièrement convoqués par M. CHENUT, Président, se sont réunis dans les locaux de l'Assemblée départementale, sous la présidence de Mme COURTEILLE.

Au moment du vote de la présente délibération,

Étaient présents : Mme ABADIE, Mme BIARD, Mme BILLARD, M. BOHANNE, M. BOURGEAUX, Mme BOUTON, M. COULOMBEL, Mme COURTEILLE, Mme COURTIGNÉ, M. DE GOUVION SAINT-CYR, M. DELAUNAY, Mme DUGUÉPÉROUX-HONORÉ, M. GUÉRET, Mme GUIBLIN, M. GUIDONI, M. HERVÉ, M. HOUILLOT, Mme KOMOKOLI-NAKOAFIO, M. LAPAUSE, Mme LARUE, Mme LE FRÈNE, M. LE GUENNEC, M. LE MOAL, Mme LEMONNE, M. LENFANT, M. LEPRETRE, Mme MAINGUET-GRALL, M. MARCHAND, M. MARTIN, M. MARTINS, Mme MERCIER, Mme MESTRIES, M. MORAZIN, M. PERRIN, M. PICHOT, Mme QUILAN, Mme ROCHE, Mme ROGER-MOIGNEU, Mme ROUSSET, Mme ROUX, Mme SALIOT, M. SOHIER, M. SORIEUX, M. SOULABAILLE, Mme TOUTANT

Absents et pouvoirs : Mme BRUN (pouvoir donné à M. LAPAUSE), M. CHENUT (pouvoir donné à Mme COURTEILLE), M. DÉNÈS (pouvoir donné à Mme LE FRÈNE), Mme FAILLÉ (pouvoir donné à M. BOHANNE), Mme FÉRET (pouvoir donné à M. LEPRETRE), Mme MORICE (pouvoir donné à M. SORIEUX), Mme MOTEL (pouvoir donné à M. MORAZIN), M. PAUTREL (pouvoir donné à Mme BIARD), M. SALMON (pouvoir donné à Mme ROCHE)

Après épuisement de l'ordre du jour, la séance a été levée à 16h35.

La Commission permanente

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 3211-2 ;

Vu le code de la construction et de l'habitat, notamment l'article L. 312-2-1 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de pouvoirs à la Commission permanente ;

Vu la délibération de la Commission permanente du 24 février 2020 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du 10 février 2023 relative au vote du budget primitif ;

Expose :

Afin de répondre aux orientations du Plan départemental de l'habitat 2020-2025, le Département a souhaité réajuster ses dispositifs en matière d'accession sociale à la propriété.

Ainsi, il a recentré son aide sur les travaux de rénovation énergétique des logements existants et vacants. Ces évolutions ont été présentées et approuvées par la Commission permanente le 24 février 2020.

Pour mémoire, le Département peut intervenir sur le champ de l'accession sociale et peut apporter, sous conditions de ressources, des aides aux personnes accédant à la propriété.

Aide aux accédants à la propriété d'un logement ancien

L'aide est éligible pour l'achat d'un bien présentant une étiquette énergétique E, F, G ou vierge et si le ménage s'engage à réaliser des travaux de rénovation énergétique pour atteindre l'étiquette D. Son montant est de 4 000 € ou 5 000 € selon la composition du ménage. Un doublement de l'aide est appliqué si le bien acheté est vacant depuis au moins 3 ans et situé en cœur de bourg.

Cette aide a pour objectif de favoriser le parcours résidentiel des ménages en mobilisant le parc existant et vacant.

3 dossiers de demande de subventions sont présentés pour un montant total de 14 000 €.

Ils se répartissent comme suit :

- Territoire de l'Agence du Pays de Rennes (A7) : 1 dossier pour un montant de 5 000 € ;
- Territoire de l'Agence du Pays de Redon et des Vallons de Vilaine (A8) : 2 dossiers pour un montant total de 9 000 € ;

Par ailleurs, il est demandé de proroger de 2 ans le délai de caducité de la décision de la Commission permanente du 12 octobre 2020, pour le dossier HHA17058 de Mme Zoé ETCHEBER et M. Julien ETCHEBER, sur la commune de Redon (Territoire de l'Agence du Pays de Redon et des Vallons de Vilaine - A8). En effet, la réalisation des travaux de rénovation énergétique est retardée en raison de la cessation d'activité de l'entreprise engagée.

Décide :

- d'attribuer, au titre de l'aide à l'accession à la propriété d'un logement ancien, 3 subventions, pour un montant total de 14 000 €, détaillées dans les tableaux joints en annexe ;

- de proroger jusqu'au 12 octobre 2025 le délai de caducité pour le paiement d'une subvention octroyée par le Département à Mme Zoé ETCHEBER et M. Julien ETCHEBER, dossier HHA17058.

Vote :

Pour : 54

Contre : 0

Abstentions : 0

En conséquence, la délibération est **adoptée à l'unanimité**.

Transmis en Préfecture le : 24 novembre 2023
ID : CP20231857V3

Pour extrait conforme